



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

VENDREDI 26 AVRIL 1974
NUMERO 5 - 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

Plus la campagne avance, plus ses chances grandissent, plus le menuet de Mitterrand est clair. Son débat d'hier avec Giscard et le meeting de la Gauche unie au Palais des Expositions l'illustrent : un pas à gauche, deux pas à droite !

Dans les meetings, pour rassurer l'électorat communiste, il affirme, comme à Rouen avant hier soir : « Je suis le candidat de la gauche et je m'engage sur les orientations du programme commun ». Le PCF peut souffler.

Mais dans l'hebdomadaire économique « Les Informations », il explique, apaisant : « A la veille de chaque conquête sociale, le patronat multiplie les déclarations alarmistes : l'économie ne devait pas se relever de l'interdiction du travail des mineurs de 10 ans, de la réduction à 10 heures de la journée de travail, des congés payés, de la Sécurité Sociale. Chaque fois, elle a facilement surmonté le handicap, quelque fois, comme en 68, elle en a tiré une prospérité accrue ». Elle ? L'économie ? L'économie de marché, l'économie capitaliste ! Prospérité accrue pour les exploités ! Autrement dit : patrons, dormez en paix, chacun y trouvera son compte...

De plus en plus surtout, il insiste pour que les électeurs lui fassent confiance, qu'ils votent bien et se taisent. A Rouen : « Je ne suis pas de ceux qui croient que le pouvoir est au bout du fusil. Le pouvoir, pour la première fois, il peut être au bout de votre main ; il faut avoir confiance dans le suffrage universel ».

En 1969, Mitterrand écrivait dans un livre que face au coup d'Etat gaulliste « la IVème République se sentait plus proche de ceux qui l'assaillaient que de celui qui pouvait la sauver, le peuple en armes ». Il évoquait l'Amérique Latine, « navire prêt à gagner la haute mer, Che Guevara en figure de proue ». Il disait encore « tranquillement, que la gauche au pouvoir brisera les factieux ». La gauche ? Nous n'en croyons rien. La classe ouvrière ? Nous y veillerons !

Mitterrand écrivait ceci à une époque où il n'attendait pas les présidentielles avant 76. Aujourd'hui, prenant le contre-pied d'un célèbre slogan chilien, il insiste : Vote sans fusils ! Le pouvoir est au bout du bulletin !

Pour vaincre les spéculateurs, les saboteurs de l'économie, les généraux factieux, Allende s'est refusé à armer les travailleurs, à leur ouvrir les arsenaux. Au moment même du putsch, loin de lancer un appel à la grève générale, à l'insurrection, il leur a conseillé de rester chacun dans son usine.

Nous tirons du Chili une leçon diamétralement opposée à celle de Mitterrand. C'est aussi ce que nous voulons exprimer au premier tour des élections.

UN PAS A GAUCHE DEUX PAS A DROITE

« Le pouvoir est au bout du bulletin de vote »
François Mitterrand



Portugal : CAETANO LE SUCCESSEUR DE SALAZAR RENVERSE, L'ARMEE PREND LE POUVOIR (p. 7)

Elle promet des élections libres et une nouvelle assemblée constituante. Au centre des débats entre les différentes fractions de la bourgeoisie : la question coloniale. Le nouveau gouvernement serait favorable à une solution libérale.

PANIQUE A CHABAN CITY



● Ça branle dans le manche ! Chaban-Delmas voit son étoile pâlir au firmament des sondages. Il a beau dire, se démentir, s'agiter, Giscard d'Estaing le devance encore. De 4 points dans le sondage SO-FRES publié hier par « le Figaro ». 28 % pour Giscard d'Estaing et 24 % pour Chaban, tandis que Mitterrand tient la tête du peloton avec 42 %. Il apprend même de surcroît qu'il laisse encore cette semaine quelques plumes dans la bataille (2 points en moins par rapport à la semaine dernière). Alors le bellâtre devient grincheux. Il y a de quoi. Toute son argumentation politique reposait sur le postulat « je suis le seul capable de battre Mitterrand au second tour ». Mais encore faut-il pour cela qu'il devance Giscard

d'Estaing au 1er tour. Et ça n'en prend guère le chemin.

De surcroît, le même sondage révèle qu'au second tout Giscard ferait même un meilleur score que lui contre le candidat unique de la gauche. Giscard 52 %, Mitterrand 48 % alors que Chaban-Delmas 50 %, Mitterrand 50 %).

Alors rien ne va plus. A qui faire croire dorénavant que l'on est le meilleur ?

L'ennemi secondaire devient principal.

LES RATS QUITTENT LE NAVIRE

Les frères ennemis de la majorité pompidolienne se balançaient jusque là des coups de pieds sous la

table, Chaban dorénavant envoie ses baffes au vu et au su des convives qui comptent les points pour se partager ensuite les miettes. Et que je te dénonce la hausse des prix à Nancy, qui « risque de provoquer d'autres dégâts encore plus insupportables » et que je pleurniche par Charbonnel interposé le même jour au Pecq, parce que Mitterrand semble prendre plus au sérieux l'adversaire Giscard : s'il cherche ainsi à reconnaître un avantage à Giscard d'Estaing, c'est donc qu'il sait profondément que le ministre des Finances représenterait pour lui l'adversaire idéal pour le second tour ». On n'en finit pas. Chaban-Delmas dénonçant même l'indice de hausse des prix truqué de l'INSEE, ça vaut son pesant de « Nouvelle société ».

C'est que les sondages lui mordent la nuque. Et pas seulement les sondages. Le bataillon UDR, sentant venir l'heure du partage du butin se disloque encore un peu. Les 43 galopins de l'UDR qui avaient décidé de placer quelques billes dans le camp Giscard d'Estaing sont désormais 55 sous la conduite de Chirac, qui vient de se faire traiter de « néo-pétainiste » (!) par Vivien, chabaniste notoire et député godillot dans le civil.

L'apostrophe est sévère car il sent le bougre, que les rats ont tendance à quitter un navire qui coule. Deux ministres, Hubert Germain et André Bord, plus une petite meute de députés UDR, qui rejoignent la bande à Chirac, ça sent les lendemains qui déchantent pour Chaban-Delmas.

Cette panique dans un des camps de la bourgeoisie pourrait à priori faire sourire. Mais comptons sur eux pour se réconcilier le moment venu avec leurs rivaux d'hier pour mener à bien la seule politique sur laquelle ils soient d'accord, celle du capital.



LES FASCISTES, HOMMES DE MAIN DE GISCARD

● Le « cours nouveau » de la candidature de Giscard a notamment été illustré mercredi à Rennes à l'occasion d'un meeting. Des opposants, soit partisans de Mitterrand, soit militants d'extrême-gauche, ont été repoussés à coup de bancs, de barres de fer, de bâtons, par le service d'ordre « giscardien ». Dans ce SO, on reconnaissait, fraternellement mêlés : des membres de l'UJF de Rennes, de Faire Front, des membres du SAC de Saint-Malo. C'est sans doute aussi le SAC qui avait rempli... trois cars immatriculés 91 (Essonne) desquels les cogneurs étaient sortis. Bilan de l'opération : de nombreux blessés, dont l'un très gravement atteint a été transporté sans connaissance à l'Hôtel-Dieu.

On voit encore plus clair maintenant avec des informations parues dans le dernier numéro du « Canard Enchaîné » : les anciens d'Ordre Nouveau se sont mis au service de Giscard d'Estaing, fournissant des gardes du corps (parmi lesquels le militant qui avait été arrêté le 12 mars 1971 au local d'Ordre Nouveau, alors qu'il veillait sur une tonne de matraques, de casques et d'armes diverses, et dont le procès n'a toujours pas eu lieu), des colleurs d'affiches. Ces mercenaires sont grassement rémunérés (3000 F par personne) par un membre de l'équipe de Giscard, Hubert Bassot, et ont même obtenu un marché intéressant, puisqu'une partie du matériel de Giscard sort dans une imprimerie dirigée par l'ex-Ordre Nouveau et située rue des Lombards.

Déjà en 1969, les dirigeants d'Ordre Nouveau donnaient des cours aux parlementaires UDR sur le gauchisme. On sait que c'est en liaison directe avec la police qu'ils ont installé leur « bastion » de la faculté de droit d'Assas.

Cependant, en ce qui concerne les bandes fascistes, l'unanimité est loin d'être faite. Grâce à Madelin (ancien d'Occident, membre des Jeunesses R.I.), Alain Robert, ex-secrétaire général d'Ordre Nouveau, soutient Giscard. Un autre groupe, avec Wilhain Abitbol (ex-dirigeant d'Ordre Nouveau), participerait à la campagne Chaban en compagnie de Robert Allo, membre du service d'ordre d'Ordre Nouveau. A Lyon, la section de Faire Front soutient Le Pen, Brigneau fait campagne pour Royer, le GAJ plastique les locaux de la CGT...

Bref, chaque candidat bourgeois bénéficie d'un appui des apprentis nazis. C'est la moindre des choses dans une période aussi troublée !...

Michel SATURNIN

Tom-Dom

TIENS, ILS EXISTENT !

● Ça grenouille dans les TOM-DOM : après la décision de Poher d'y envoyer des magistrats pour surveiller la régularité des élections, les partis de la majorité rivalisent d'efforts et délèguent à leur tour des représentants. Fanton et Debré pour Chaban. J.P. Soissonet sa propre femme pour Giscard. Ces messieurs craindraient-ils que des élections régulières - il reste d'ailleurs à prouver que les décisions de Poher serviront à quelque chose - ne renversent la vapeur ? On pourrait le croire en entendant Debré déclarer à la Réunion que les élections dans les TOM-DOM « peuvent faire le futur Président de la République ». Ça vaut bien quelques bourrages d'urnes.

Tout aussi inquiétantes - et prévisibles - sont les reculades de l'Union de la Gauche : le PS et le PC ont également envoyé leurs représentants. A peine arrivé, Gaston Deferre déclarait que « la France n'abandonnerait pas les TOM-DOM ». Belle façon de dire que Mitterrand abandonne une revendication qui figurait dans le Programme Commun : « Le gouvernement reconnaîtra le droit à l'autodétermination des peuples des TOM et DOM ». Quant au PC, qui vient d'envoyer une délégation conduite par Léon Feix, il se contente

de dénoncer la main-mise colonialiste de la France. Ce qui le place d'ailleurs dans une situation un peu difficile vis à vis du PC réunionnais, ouvertement partisan de l'indépendance.

POUR LE DROIT A L'AUTODETERMINATION

Pour nos camarades du GRS, il s'agit plus que jamais d'affirmer haut et fort le droit des peuples des TOM-DOM à l'autodétermination. Il s'agit également de montrer qu'en Martinique non plus on ne respecte pas la trêve électorale, malgré les récentes concessions faites par le patronat à la suite de la grève générale de février (le 7 avril, soucieux sans doute de gagner quelques voix, le gouvernement décidait d'accorder une allocation scolaire pour la rentrée des classes, des allocations chômage pour les travailleurs ayant travaillé au moins 105 jours, et une aide aux petits planteurs de bananes).

Les militants du GRS préparent activement le 1er mai, et se mobilisent contre la répression. Le 3 mai en effet doit avoir lieu le procès des rescapés du massacre de Chalvel de février dernier, où deux ouvriers martiniquais ont été assassinés par les gendarmes. Au banc des accusés,

non pas les gardes mobiles assassins, mais d'autres ouvriers martiniquais, qui comparaitront pour « violences à agent ». Belle prestation de la justice bourgeoise, mais qui ne troublera sans doute pas les Fanton, Debré et autres Soisson.



L'U.D.R. tire !

■ Dans la nuit du 24 au 25 avril, des militants du Comité de Soutien à la candidature d'A. Krivine de Beauchamp (95) sont agressés par des colleurs d'affiches de l'UDR. Les nervis tirent 5 coups de feu : plusieurs impacts sont visibles sur les voitures de nos camarades. Visiblement, les gens de l'UDR cherchaient à en découdre : ils avaient passé toute la soirée à faire le tour de la ville pour décoller les affiches autres que les leurs.

Les militants agressés portent plainte et vont saisir la justice. A signaler que le nervi de l'UDR porte plainte de son côté pour « tentative d'agression » : c'est tellement courant d'agresser les mains nues un homme armé !

Les passeurs clandestins

■ Le 24 avril, deux chauffeurs de taxi espagnols étaient arrêtés à Beaune et à Sedan : pour mille francs par personne, ils convoyaient des travailleurs immigrés en France et en Belgique. Ils ont reconnu appartenir à un réseau. Les 11 travailleurs arrêtés avec les deux passeurs ont été transférés à Dijon. Le juge chargé de l'affaire a déclaré : « Il ne fait aucun doute que cette organisation bénéficie de facilités à la frontière espagnole ». Alors, messieurs du pouvoir et de l'ex-Ordre Nouveau : pas si sauvage que ça, l'immigration. Elle paraît même bien organisée par les patrons.

« CE QUE LES FEMMES PREFERENT »

de Jean-Pierre Bisson

au Théâtre des Amandiers de Nanterre
60, rue Greuze — 92 - Nanterre Tél : 204 18. 81

Ne pas être présent, les nuits au théâtre de Nanterre, c'est ignorer par paresse un événement essentiel.
Michel Cournot, « le Monde »



LA VILLE DONT LE PRINCE EST CANDIDAT

Métropole de l'Aquitaine, Bordeaux est aussi, depuis de nombreuses années, le fief de Chaban-Delmas. 3 ans au gouvernement suffisent pour dresser un bilan de faillite complet de l'ex-premier ministre. Le bilan du député-maire est pour le moins aussi lamentable.

En matière économique, le grand cheval de bataille de Chaban pendant au moins trois élections (il fallait que ça serve !) fut l'installation de l'usine Ford à Bordeaux. Argument électoral : grâce à Chaban, la région va pouvoir vivre...

Sauf que cette opération se greffe sur toute une politique de la Vème République complètement différente de ces beaux discours. Un des axes de la politique de la Vème République a été de faire de l'Aquitaine un désert économique et de ne privilégier exclusivement que le tourisme (valorisation de la côte Aquitaine, immeubles de luxe, etc.). Un nombre très important d'entreprises a été fermé, plus par « nécessité » politique que pour les raisons officielles avancées : ainsi, les Chantiers de construction navale, appartenant au groupe Schneider, qui employaient 2000 travailleurs.

Car le coût publicitaire de « l'affaire Ford » ne peut faire oublier les faits : l'ouverture de l'usine n'a pas compensé, et de loin, la mise au chômage forcé d'œuvres aux fermetures des autres boîtes.

On aurait pu attendre de Chaban, si passionné par le « social », qu'il mette localement sa pratique en accord avec sa théorie... Ou il ne l'a pas fait, ou, — et c'est le plus probable — sa vraie théorie n'est pas celle qu'il clabousse dans les meetings. Dans les deux industries principales de Bordeaux, les conditions de travail et de rémunération

sont scandaleuses :

— Dans la chaussure : les salaires sont les plus bas de France et tournent en moyenne autour de 1000 F par mois, avec les primes. C'est dire que, sans les primes, les salaires sont souvent inférieurs au SMIG. Une situation identique sévit dans le textile local ;

— Dans le bâtiment : il y a une véritable surexploitation de la main-d'œuvre immigrée : pour gagner 1600 F par mois, il lui faut faire 60, 70, voire même 80 heures par semaine.

L'AFFAIRE CRUSE...

Et malheur à qui, pour oublier tout ça, voudrait aller se ballader en bus ! La politique des transports, couplée à celle du logement, forme un ensemble touchant de mesures anti-ouvrières, certes camouflées, mais néanmoins réelles. Il faut près de deux heures pour traverser la ville et ça coûte 2,50 F. Or, ces deux heures, les travailleurs sont obligés de les gaspiller quotidiennement : la politique du logement vide peu à peu Bordeaux de sa population active et l'expulse vers des banlieues parfois très éloignées des zones industrielles. De nombreux travailleurs de Dassault-Mérignac doivent venir bosser à 30 kms de leurs lieux d'habitation.

Enfin, passons sur l'affaire Cruse qui, mettant en lumière que les sacro-saints « vins de Bordeaux » n'étaient fabriqués qu'à partir de vins d'origines diverses et de produits chimiques, mit en cause l'ensemble de la grande bourgeoisie du négoce — support social essentiel de Chaban dans la région. « Le Quotidien Rouge » a déjà parlé du sieur Daspradels, arrêté à Bordeaux avec



45 kgs de dynamite. Eh bien, il a été très vite remis en liberté après une peine de prison symbolique, et se promène tranquillement dans les rues... D'autant moins surprenant que ses liaisons avec les responsables de la police et des services officiels sont connues...

Tableau noir à dessin ? Exagération ? A la question « que re-

présente pour toi la nouvelle société ? » : Daniel, ouvrier chez Dassault, répond : « Ce que c'est, pour nous, que la nouvelle société, c'est la vie quotidienne. Et nous n'avons qu'une seule envie, c'est de la changer. Et sans Chaban. Il a suffisamment fait ses preuves ici ». C'est clair.

M.S.

un ouvrier de Ford témoigne

« Nos conditions de travail, c'est d'abord les 3x8, ce qui n'est pas très répandu sur Bordeaux. Ensuite, les conditions internes. L'usine, les travailleurs de Ford l'appellent le blockhaus. C'est un carré de 300 mètres de long. On rentre à l'intérieur, il n'y a aucune lumière naturelle et on travaille 24 h sur 24 à la lumière du néon. Pour certaines équipes de nuit, l'hiver, il y a des gars qui ne voient pas le jour. Au sens propre du terme.

D'autre part, il y a une grande publicité sur le fait que l'usine Ford était la plus propre et la moins polluante d'Europe. C'est peut-être vrai... Mais, comme on dit nous lâ-bas, c'est que toute la pollution reste à l'intérieur. Les huiles, les fumées, les lubrifiants restent à l'intérieur, le système d'aération est quasiment inexistant. L'été, il nous arrive de travailler avec 40 ou 50 degrés de chaleur dans les ateliers ! ».

LES CONTRATS DE PROGRES

Chaban, dans un discours du 20 avril 1970 devant le patronat de la métallurgie parisienne, a donné une expression assez complète de sa politique sociale, celle qu'il prétend aujourd'hui poursuivre.

Son but : rendre sans objet la « lutte des classes » qui « empoisonne les rapports humains, affole les États, brise l'unité des actions, fomenté les guerres » (de Gaulle en 1950). Comment faire d'après Chaban ?

Deux principes : l'Etat doit se « convertir » (sic) et « laisser aux partenaires sociaux une grande marge d'autonomie » et être « un partenaire attentif » ; deuxio : le fait syndical doit être reconnu, car « il en est du dialogue social comme de la vie du couple : la femme peut cacher l'inexistence d'une vie réelle et authentique ».

Le fer de lance de cette politique, ce sont les « contrats », comme par exemple le « contrat de progrès de l'EDF » : il repose sur l'idée que le salaire doit être la résultante de trois données : salaire-parité, salaire-spécificité et salaire-promotion. La rémunération des travailleurs de l'EDF évoluera en fonction des progrès de la productivité nationale (parité), des résultats de l'entreprise (spécificité), de la place de chaque travailleur dans l'entreprise (promotion). Une commission d'application aura pour tâche de se réunir deux fois, pour répartir la masse salariale, ce qui devrait permettre à tous les agents le maintien de leur pouvoir d'achat et assurer une progression plus rapide des salaires les plus bas.

Vient alors la clause essentielle pour la bourgeoisie : « la présente convention implique, tant qu'elle n'a pas été dénoncée, l'absence de conflit portant sur son objet ». C'est d'un renoncement pur et simple à la grève qu'il s'agit. C'est vouloir essayer de remplacer la réalité de la lutte des

classes par un dialogue factice, remplacer les opprimés par des « petits gérants » de la société qui les exploite. Tout cela, ce sont des mots. Deux exemples suffiront à le montrer. Une simple chronologie des grèves pendant les 3 ans où Chaban fut premier ministre et où il prétend aujourd'hui qu'il avait commencé à substituer aux conflits le dialogue et la concertation. Chaban cause, les faits parlent et montrent qu'il ment. L'enquête menée à Bordeaux est un réquisitoire implacable contre ces mystifications. Les travailleurs ont déjà tranché.

Michel SATURNIN



TROIS ANS DE PAIX SOCIALE

3 ans où Chaban fut premier ministre. 3 ans où les combats de la classe ouvrière furent tout aussi violents contre un patronat et un pouvoir qui n'avaient absolument pas changé. Paix sociale, ose dire Chaban. La voilà, vue du côté des travailleurs, la « nouvelle société » :

1969
10 septembre : les roulants de la SNCF se mettent en grève
13 octobre : début d'une semaine d'action dans les PTT
14 octobre : grèves à la Régie Renault
19 novembre : grève CGT à l'EGF
25 novembre : grève CGT-CFDT à l'EGF.

1970
16 février : début de grève à la SNCF

14 mai : grève du zèle des conducteurs de la navigation aérienne
5 octobre : semaine d'action dans les grands magasins
13 octobre : manifestation des employés
16 octobre : début de la grève des Houillères de Lorraine
26 octobre : début d'une semaine d'action dans les PTT
18 décembre : grève de séquestration des cadres aux usines Ferodo après le licenciement d'un ouvrier.

1971
29 avril : grève des OS du Mans
2 juin : début des grèves à la SNCF
31 août : début de la grève des embouteilleurs d'Evian
5 octobre : début de la grève des conducteurs de métro

rouge
hebdomadaire
d'action
communiste

paraît le samedi
en vente dans les kiosques

GARDES FOUS
Revue Psychiatrie
et révolution N°2
VIENT DE PARAÎTRE
1 rue des Fossés St Jacques 75 005 PARIS

AUX ORGANISATIONS ET AUX CANDIDATS SE RECLAMANT DE LA GAUCHE

F. Mitterrand fait flèche de tout bois pour démontrer le réalisme de l'Union de la Gauche. Les partis de l'Union de la Gauche font tout pour faire oublier aux travailleurs les leçons amères à tirer de l'expérience chilienne. Mais quelle sera, en cas de victoire de la gauche, l'attitude du nouveau gouvernement face à la junte de Pinochet ? Quelles leçons l'Union de la Gauche tire-t-elle de la défaite que les attermolements réformistes de l'Unité Populaire ont permise ?

Pour attirer l'attention sur ces questions, le Front Communiste Révolutionnaire et son candidat Alain Krivine ont proposé au Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple chilien de consacrer la prochaine émission radio à un débat sur le bilan chilien. Nous publions aujourd'hui des extraits de la lettre que le SLRPC a envoyé aux candidats de gauche.

(...) C'est pourquoi nous demandons aux candidats et aux organisations qui sollicitent aujourd'hui les suffrages populaires de se prononcer sur le programme suivant, en ce qui concerne les relations entre le Chili et la France :

- Rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement militaire de Santiago
- Expulsion de l'ambassadeur fasciste Curan Villareal
- Accueil et soutien à tous les réfugiés d'Amérique du Sud victimes de la répression
- Interruption de toute fourniture et de toute aide financière au régime putschiste : pas un sou pas une arme pour la junte militaire !
- Soutien politique et matériel à la Résistance.

(...) L'enjeu des prochaines élections présidentielles (...) ne se limite évidemment pas au problème des relations avec le Chili. Au moment où la venue de la gauche au gouvernement paraît à beaucoup de Français une possibilité, comment ne pas songer à ce que fut l'espérance ouverte par la victoire électorale de l'Unité Populaire au Chili et à la fin tragique de cette espérance ? Le peuple chilien paye aujourd'hui dans le sang et dans les larmes, il paiera demain d'une lutte longue et difficile les hésitations et les erreurs qui ont désarmé le gouvernement d'Unité Populaire et les masses devant le sabotage économique de la droite et finalement le recours à la force bestiale des bandes fascistes et de l'armée. Il paye tout particulièrement le prix des attermolements et de la politique légaliste du gouvernement de l'Unité Populaire, qui ne s'est pas appuyé sur la mobilisation des masses, sur le développement de leur lutte et de leur organisation, mais s'est au contraire efforcé de rassurer ses adversaires, allant pour cela jusqu'à désarmer ses soutiens les plus actifs, jusqu'à se rendre lui-même impuissant au moment de l'affrontement décisif, reconnu par tous - ET DEPUIS LONGTEMPS - comme inéluctable.

Il n'est pas possible de faire aujourd'hui comme si ces événements n'avaient pas eu lieu, comme si la leçon n'existait pas. Il n'est pas suffisant de dire (...) que les situations de la France et du Chili ne sont pas les mêmes. Nous devons tirer cette leçon que la bourgeoisie, lorsqu'elle sent son pouvoir menacé, organise le sabotage économique, la fuite des capitaux, met en branle ses bandes fascistes, use de la violence contre les masses, n'hésitant pas à bafouer dans le sang sa propre légalité, qui lui a permis durant des décennies d'asseoir sa domination.

Quelles mesures concrètes envisagez-vous à cet égard ? Sur le plan économique et financier comme sur le plan militaire ? Quelle est, selon vous, la tâche d'un gouvernement de gauche par rapport au développement des luttes ouvrières et paysannes, de l'organisation des masses et de leur armement effectif contre toute armée de la bourgeoisie ? (...)

Presse

LES GRANDS FRISSONS DU « MIDI LIBRE »

Quand on a le monopole de la presse sur toute une région, les périodes électorales ouvrent de grandes armoiries.

Le « Midi libre » ne sait plus à quel saint se vouer. Le monopole, il l'a sur tout le Languedoc-Roussillon : à Montpellier, 25.300 exemplaires sont vendus quotidiennement contre 350 « Marseillaise » le quotidien du PC).

Va-t-il falloir prendre le tournant ?

Le Conseil d'administration est pourtant fort représentatif : des « socialistes » comme Jules Moch bien connu des mineurs d'Alsès, inventeur des CRS) ou Bène, président du Conseil général et des « chabanistes » de longue date comme le PDG majoritaire, Bujon, fort bien introduit dans l'UDR et président de tout un tas de « choses » de la presse et de la vidéo. Il est même administrateur de l'ORTF ! Le rédacteur en chef est un bon copain de Messmer et... Chaban, difficile par les temps qui courent.

Visiblement, le « canard » table sur un duel Chaban-Mitterrand qui lui éviterait de perdre trop de plumes. Il se garde à gauche en encensant Mitterrand et rétablit l'équilibre en se complaisant à décrire Chaban-Delmas comme celui qui « incarne une certaine idée de la France, à laquelle demeurent attachés tous les résistants et un très grand nombre de Français ».

Le canard en question n'aime guère se mouiller : « la partie se jouera le 5 mai entre leaders nationaux de qualité : nous sommes donc assurés d'avoir à la fin de mai un président digne d'occuper ses nouvelles fonctions » (19-4).

On fait difficilement mieux ! Pour le « Midi libre », les seuls empêcheurs de tourner en rond ce sont les jeunes et les travailleurs en lutte qui conspuent régulièrement la presse pourrie. Rien d'étonnant à ce qu'au « Midi libre » les révolutionnaires soient interdits de parole.

Montpellier
Correspondant

QUAND L'UDR FAIT DU JOURNALISME

C'est à Nice qu'est apparu pour la première fois le journal-pirate « France-Matin ». Composé dans un atelier de photogravure parisien, imprimé sur les rotatives du journal « Nice-Matin » (favorable au maire de Nice Jacques Médecin, dont on sait qu'il finance par ailleurs l'Ordre Nouveau par le biais d'une officine appelée le CLAN), ce journal est édité par le Comité électoral de Chaban-Delmas. Deux millions de ce torchon, conçu comme un journal de politique-fiction montrant le désastre économique qu'entraînerait l'élection de Mitterrand, ont déjà été tirés. D'autres tirages sont prévus et des distributions massives planifiées.

Avant de faire de la politique fiction, l'UDR devrait faire de l'his-

toire, le résultat de ses seize années de règne devrait la contraindre à plus de pudeur. A moins que l'UDR ne prépare une future situation à la chilienne. « France-Matin » titre en effet : « Mitterrand rationne le sucre et décide des stockages de beurre ». Ça rappelle curieusement les premières pages de la presse peu de temps avant le coup d'Etat, après que la bourgeoisie ait systématiquement désorganisé l'économie et les transports du pays.

Non, messieurs, ça ne marchera pas. Déjà, la Fédération du Livre CGT a décidé de « tout mettre en œuvre pour s'opposer à la parution de ce faux journal ». De leur côté, les journalistes de « Nice-Matin » précisent qu'ils n'ont pris aucune part à la sortie de ce torchon.



AVEC ÇA, SI JE NE PIQUE PAS DE VOIX A ARLETTE !



gencives sensibles

L'émission de TV diffusée mardi 23, où Alain Krivine a laissé la parole à André, Violette et Jean, travailleurs communistes révolutionnaires, continue de susciter des protestations...

Après la presse, du Figaro au Quotidien de Paris, c'est le tour des CDR de hurler avec les loups.

Les CDR du Rhône publient une lettre adressée à Monsieur A. Poher,

où ils se déclarent « outrés » de l'émission d'Alain Krivine : « Peut-on permettre à un tel détracteur de notre société d'avoir des invités qui n'ont pas reçu les cent signatures et qui ont mobilisé ce temps d'antenne pour démolir les règles de notre société... ».

Il paraît que les CDR sont une organisation apolitique. Étonnant, non ? Mais la « majorité silencieuse » que les CDR sont censés représenter ne serait-elle pas un peu raciste ? Qu'on en juge par la fin de la lettre : « Mieux encore, M. Krivine nous promet que la prochaine fois, dans son émission TV, il donnerait la parole aux immigrés. Lesquels allons-nous voir ? Peut-être tous ceux chassés de leur pays et que la France accueille. » « Sommes-nous descendus si bas en France (prononcez Vranze) pour que même dans la démocratie qui nous est si chère (sic...) on puisse tout dire et tout laisser faire... »

VOUS VERREZ LEURS BINETTES...



PASSAGES RADIO (FRANCE-INTER)			
VENDREDI 26	19h 20	A. KRIVINE	(9 minutes)
	12h 05	A. LAGUILLER	(18 minutes)
PASSAGES T.V.			
SAMEDI 27	13h 05	A. KRIVINE	(8 minutes)
	20h 35	A. LAGUILLER	(18 minutes)

souscription

La campagne des révolutionnaires, la bataille du « QUOTIDIEN ROUGE » nécessite de l'argent, beaucoup d'argent. Les révolutionnaires n'ont ni caisse noire, ni fonds secrets. Ils ne peuvent compter que sur le soutien financier des travailleurs et des sympathisants. Engageons la bataille financière après la bataille politique.

OBJECTIF : 500.000 F

CCP - PARIS 4501/42
à l'ordre de Pierrette Chenot.

la campagne des révolutionnaires

MEETINGS FCR
JEUNESSE SCOLARISEE
26 avril

15 h - Faculté de St-Maur
17 h 30 - Lycée Pasteur
18 h 30 - CHU de Necker

FCR
VILLES - QUARTIERS
26 avril

* 77 - St-Mammès. 20h30 à la Mairie

* Tours - St-Symphorien. 20h30, Belfroi ou Salle Sécurité Sociale, place de la Tranchée

* 92 - Nanterre. 20h, école Balzac. Thème : les femmes

* 59 - Lens. 20h, Mairie du 8ème

* 59 - Roubaix. 20h, Foyer d'éducation ouvrière

* Dunkerque. 20h
* Bordeaux. 20h30, Maison Centrale de Bordeaux - Bastide

TOURS - 26 avril
MEETING Scription ROUGE
« SEXE ET REVOLUTION »
20h30, Faculté de Lettres

26 avril
LYON. 20h. Avec Djellali Kamel

27 avril
NANTES
Alain Krivine

28 avril
ROUEN. 20h. Barentin
Alain Krivine
Djellali Kamel

COMITE DE SOUTIEN PARIS
XIVème

Une cinquantaine de camarades et travailleurs du quartier ont décidé de constituer un comité de soutien à la candidature Krivine pour animer la campagne sur le 14ème, diffuser la Quotidien Rouge, et préparer dans l'unité la manifestation du 1er mai.

Prochaine réunion : mardi 30 avril - Métro : Cité Universitaire.

TARBES

6 h pour le Chili
CSLRPC de Tarbes
Vendredi 26

18 h à 24 h
au centre culturel de la Gespe
23, rue Cézanne

* Projection de Septembre Chilien
1ère à 19 h
2ème à 21 h
suivies de débats

* Montage diapos
* Chanteurs occitans - 22 h

LA DEMOCRATIE QUI S'AVANCE

Après les incidents du meeting de Nanterre, que nous avons relatés dans le « Quotidien Rouge » d'hier, Fajon récidive.

C'était mercredi soir au meeting du PC à Bègles (municipalité PC proche de Bordeaux, célèbre pour son équipe de rugby). Des militants du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, distribuant des tracts appelant à une réunion Chili où devait prendre la parole des représentants du MIR et du MAPU ont été agressés par quelques membres des J.C. et du S.O., les tracts ont été déchirés. Alors Fajon, le Chili, ça n'a jamais existé ?

OUVREZ VOS OREILLES
Samedi soir
Alain Krivine
au Grand Jury
à RTL (19 h 15)

SANS COMMENTAIRE

Arrêté par des policiers à Boulogne-sur-Mer, un cyclomotoriste meurt de peur...



ROBERT LAFONT

« IL EST URGENT D'EN FINIR AVEC CE REGIME »...

Le Conseil Constitutionnel a rendu public les raisons de l'invalidation de la candidature de Robert Lafont : il lui aurait manqué dix-huit signatures d'élus, mais comment vérifier, tant que les signatures déclarées non valables ne sont pas communiquées au candidat ?

Le Front communiste révolutionnaire qui avait déjà protesté contre cette mesure arbitraire a été voir Robert Lafont afin qu'il présente les grands axes autour desquels il comptait faire campagne. D'autre part, il lui a proposé de prendre la parole au meeting qui se tiendra à Montpellier le 2 mai avec Jeannette Habel et Djellali Kamel, le candidat immigré.

A ceux qui disent que tu aurais fait une campagne qui aurait porté atteinte à « l'intégrité du territoire » et qui te présente comme un « séparatiste », que réponds-tu ?

Je réponds que je ne suis pas du tout un candidat séparatiste ; j'ai pris des positions sur ce sujet dans ma conférence de presse, en disant que l'autonomie démocratique était le contraire du séparatisme. Je mettais en danger les forces qui occupent le territoire français, les forces capitalistes ; mais je ne mets pas en danger ce territoire en tant que tel.

Malgré les entraves du Pouvoir, comment conçois-tu, avec les mouvements qui te soutiennent, la poursuite de cette campagne dans la période électorale présente ?

Quelque chose est apparu autour de cette candidature : c'est la mobilisation de militants très nombreux et d'autre part une grande curiosité dans l'opinion, très sympathique, dans tous les milieux aussi bien ouvrier que paysans. Ça il ne faut pas le laisser perdre parce que cette candidature posait le problème des nationalités de l'hexagone lié aux luttes nouvelles. Aujourd'hui, les comités de soutien ne sont plus des comités de soutien à la candidature, ce sont des comités de soutien à cette idée qui est née.

Est-ce que la victoire de Mitterrand et de l'Union de la gauche serait à même de satisfaire les revendications des mouvements nationalitaires ?

Mon analyse est qu'il y a urgence à en finir avec ce régime et que par conséquent la victoire de

Mitterrand créerait une situation nouvelle. Depuis 10 ans, il n'y a pas de situation politique nouvelle ; 68 a tâché d'être une situation nouvelle mais n'en a pas été une, puisque la vague est retombée. La victoire de Mitterrand c'est cette situation nouvelle avec la contradiction entre un président de gauche et l'assemblée où la majorité est la majorité actuelle. Cette situation est celle des déblocages des conflits sociaux, de la recherche politique. Tout est possible ; nous n'avons de chance que dans l'invention politique au contact des luttes. Nous ne nous présentons pas avec une politique de parti, mais comme une recherche.

Peux-tu résumer en quelques points les revendications qui pourraient être présentées à un gouvernement des travailleurs pour satisfaire les revendications « nationalitaires » ?

1) La pleine expansion des cultures nationales en France dans le sens de la restitution aux populations de la possibilité, si elles le désirent de se cultiver dans leur culture.

2) La lutte contre le colonialisme intérieur, lutte anti-capitaliste sur la base de la décolonisation régionale, c'est-à-dire de la désaliénation des ressources tenues en main par les grands trusts extérieurs à la région.

3) La reconstruction de la démocratie à étages, ce qui veut dire : partout où la société s'organise, les élus du peuple ont le pouvoir et les fonctionnaires sont à leur service, ce qui signifie l'abolition de la machine descendante avec les préfets.

4) Ce qui n'est pas une revendication à présenter mais est très important pour nous : la liaison avec les luttes nouvelles. C'est là que nous posons l'organisation des travailleurs dans l'entreprise et à l'échelon régional.

Les points annexes c'est la solidarité avec toutes les victimes du capitalisme ; nous demandons un statut pour les ouvriers immigrés et la consultation des populations des TOM-COM. Nous voulons aussi la construction d'une société supra-nationale mais en sens contraire de l'Europe des trusts, par la décolonisation des régions de l'Europe pauvre et par le pouvoir des travailleurs. Enfin, nous voulons aménager l'espace plus humainement pour bâtir une société plus humaine, en faisant disparaître l'opposition ville-campagne, en opérant une pleine industrialisation, mais légère et non polluante, en arrêtant l'expansion délirante des villes. Il faut innover profondément le pays par une industrialisation de pointe en même temps qu'on protégerait la nature tout autour : abolir à la fois le parc et la ville. C'est l'utopie d'un espace vital.

publicité

Expression Spontanée

UNE COLLECTION DE DISQUES qui a pour objectif :

- l'expression des luttes sociales et politiques, de leur soutien
- le soutien et la popularisation de la culture traditionnelle

EXPRESSION SPONTANEE se définit par ses productions, telles que :

- la pègre — à bas l'Etat policier — les nouveaux partisans — commune de mai 1871 — Judith Reyes — la baleine bleue (disque écrit et chanté par des enfants) — c'est la fête à Malataverne — musique populaire d'expression française — cadences (écrit par les ouvriers de Renault) — Bulle Ogier — Chile présente.

Dans une perspective de lutte contre l'étouffement de la créativité populaire par la bourgeoisie au travers de l'utilisation des mass-média.

DEMANDEZ LE CATALOGUE envoi gratuit sur demande Pour toute demande de renseignements ou commande, écrire à : EXPRESSION SPONTANEE BP 14806 75263 PARIS CEDEX 06

F.L.



Procès CDR contre la commission Femmes CFDT de l'ORTF

LA DIGNITE BLESSEE DES CDR

Les CDR traquent en justice la commission femmes de la CFDT-ORTF.

Monsieur Lancien a été terriblement blessé par une exposition de la dite commission sur la famille, où les conceptions des CDR sur la question étaient qualifiées de « vichyssoises ».

Quel outrage !

La CFDT plaide non coupable. Elle considère n'avoir fait que dénoncer « l'Ordre Moral » que les CDR venaient de réactualiser à leur congrès dans un esprit très proche de celui du gouvernement de Vichy. Cet « Ordre Moral » aboutissant à soumettre doublement les travailleuses à la hiérarchie sociale et, en réclamant de « mater les jeunes », « dans un esprit de hiérarchie, crainte et obéissance », à faire de ces derniers de futurs travailleurs dociles et mieux exploitables ! Ce type de famille autoritaire et hiérarchisée n'existant que lorsque la femme y a un rôle subalterne.»

Calomnie, disent les CDR : nous

défendons la morale civique, pas celle de Vichy. Nuance ?

Nous ne sommes pas une organisation politique, précisent-ils, mais une organisation civique indépendante née en mai 1968 pour lutter contre la subversion. Ah bon.

Civisme et indépendance attestés d'ailleurs par cette fameuse réunion à l'Hôtel Matignon en janvier 1973 dans un bureau proche de celui de Messmer, entre les CDR, l'UDR et le mouvement fasciste « Ordre Nouveau », pour préparer, en toutes relations affectueuses, la campagne électorale ! (Canard Enchaîné du 25.7.73 avec photocopie du document-preuve).

Les mauvaises plaidoiries passent, les discours restent. Qui a dit : « Que faut-il pour être un intellectuel de gauche ? Il suffit d'avoir un nom à coucher dehors, d'être apatride, d'être sale, hirsute, et de parler un langage incompréhensible. » ? Un président CDR de la Haute-Vienne.

Vous avez mérité de gagner votre procès, Monsieur Lancien !

Rapport ministériel sur les accidents du travail

UN MORT PAR HEURE !

Chaque année, un travailleur sur 12 est victime d'un accident ou d'une maladie du travail. Voilà ce que disent les chiffres officiels qui viennent d'être publiés.

Le rapport que Louis Boughol, inspecteur des affaires sociales, a été chargé d'établir à la demande de Gorse, est accablant. Il recense pour 1972 :

- 1.125.000 accidents avec arrêt de travail pour 13 millions de salariés
- 118.000 accidents graves

— 2406 morts

Sur 100 accidents du travail, plus de 22 % touchent des travailleurs immigrés, alors qu'ils ne représentent que 9,4 % de la totalité des travailleurs. Plus de 900 ouvriers sont morts l'an dernier dans le seul secteur du bâtiment et des travaux publics : une moyenne de 3 morts par jour.

L'hécatombe est telle que même les fonctionnaires gouvernementaux sont conduits à s'interroger sur ces chiffres effarants : 124 millions de journées non travaillées soit l'équivalent de plus d'un demi-million de chômeurs par an.

Les solutions, les améliorations proposées par le groupe de travail partent sans doute d'un bon sentiment. Mais il est illusoire de penser qu'on peut changer radicalement cette situation par des perfectionnements de détail. Le nombre des inspecteurs du travail n'a pratiquement pas augmenté depuis 1938 (et leur attitude est souvent complaisante à l'égard du patronat). Alors qu'un Comité Hygiène et Sécurité est prévu dans chaque entreprise de plus de 50 salariés, en 71, on en comptait à peine 11.000 sur 26.000 entreprises concernées (et encore, ces comités que le droit du travail s'efforce de présenter comme un « terrain neutre » où chacun œuvre avec un intérêt commun, sont souvent privés de tout moyen).

Ce qui est en cause en l'occurrence, c'est la logique même du système capitaliste, qui fait que les patrons calculent « au plus juste », en économisant sur les problèmes de sécurité. C'est elle qui impose de telles cadences aux travailleurs qu'ils en viennent eux-mêmes à prendre des risques avec leur santé et leur vie.

* Entre 1960 et 1970, il y a eu augmentation du nombre d'accidents du travail :

1960	100 (indice de départ)
1961	105,72
1962	108,16
1963	112,68
1964	120,49
1965	116,23
1966	114,37
1967	110,20
1968	103,13

* Le nombre d'accidents graves est en nette augmentation :

1965	2123
1966	2182
1967	2114
1968	2038
1969	2227
1970	2268
1971	2383

94ème jour de grève

Ça a commencé par le licenciement de deux militants CFDT. Les 3/4 du personnel sont partis en grève en posant leurs revendications : réintégration des deux licenciés, augmentation d'1 F de l'heure, 1/2 heure de pause payée, un réfectoire et le paiement des jours de grève. C'était le 22 janvier. Et la lutte dure toujours.

UN POTENTAT DU TOURISME

Bertrand, le PDG, c'est quel-qu'un à Aix : propriétaire d'une douzaine d'usines, d'hôtels, de casinos, de restaurants, il fait un peu la loi avec la complicité du pouvoir et de la mairie. Signe particulier : allergie aux organisations syndicales dont il a toujours essayé de briser la constitution.

Dans sa petite usine des Thermes, ce sont 45 salariés dont 35 ouvriers qu'il fait travailler pour une production de 78.000 bouteilles par jour. Lui qui mène la vie douillette de la bourgeoisie aixoise, il impose à son personnel des horaires pénibles, des cadences rapides, un travail payé en moyenne 900 F par mois !

Cette fois, après un débrayage le 6 décembre qui l'avait indisposé, ces licenciements, c'était sa façon à lui d'essayer de se défaire des « meneurs ». Il ne se doutait pas de l'ampleur qu'allait prendre la riposte.

UNE BATAILLE DE LONGUE HALFIME

La grève, solidement organisée, trouve donc en face d'elle un

patron de combat qui ne recule devant rien : utilisation de la maîtrise contre les grévistes embauchés de gardes armés avec des chiens, embauche d'intérimaires pour jouer les jaunes et licenciement de trois autres travailleurs en pleine grève. Elle refuse de discuter avec la délégation choisie par les grévistes.

Face à un tel mur, il fallait employer les grands moyens : par deux fois, l'usine est occupée (une semaine en janvier, 15 jours en avril). Par trois fois des manifestations ont lieu en ville, regroupant jusqu'à 1000 personnes. Et il faudra forcer la dose pour le faire reculer.

POLICE JUSTICE A LA BOTTE DU PATRON

Deux fois, le Tribunal de Référé a obtenu l'expulsion des grévistes. L'arrêté du jugement est d'ailleurs un modèle de justice de classe : « On admet que les grévistes défendent leurs intérêts. Il est inadmissible que cette défense puisse porter atteinte à d'autres intérêts non moins respectables que les leurs : ceux des non grévistes dont la liberté du travail est entravée, ceux aussi de la Société des Thermes ».

Deux fois, la police a expulsé les grévistes. La deuxième fois (il y a une semaine), ce sont d'ailleurs des CRS qui ont mené l'opération.

Deux fois aussi des grévistes qui faisaient des collectes ont été embarqués et menés au commissariat. Les flics leur ont dressé un P.V. pour « mendicité sur la voie publique ».

DEUX ATOUTS : LA DEMOCRATIE OUVRIERE ET L'AMPLEUR DU SOUTIEN

Les assemblées générales permettent d'associer tous les grévistes à la lutte. On y discute des décisions à prendre, de l'organisation matérielle, du soutien, etc. Le Comité de grève, élu par les grévistes, est chargé d'appliquer les décisions et les orientations votées en AG. La section syndicale, sans grande expérience, mais regroupant les éléments les plus décidés et les plus conscients, joue un rôle de véritable fer de lance dans l'action. Les grévistes n'ont jamais considéré ceux qui ne faisaient pas grève comme des ennemis ; ils sont intervenus — par tracts et par discussions — régulièrement auprès d'eux. Et cela a payé : au 10ème jour, 6 ouvriers ont rejoint la grève.

Si les travailleurs des Thermes tiennent depuis 3 mois, c'est aussi parce qu'ils s'appuient sur une réelle solidarité. A Aix, Marseille et La Ciotat, dans les quartiers et dans plusieurs entreprises, se sont créés des comités de soutien sous le contrôle des grévistes. L'UL, l'UD et le syndicat départemental CFDT de l'alimentation soutiennent activement la grève. Quant à l'UL-CGT, son soutien essentiellement « moral » s'est borné à des communiqués dans « La Marseillaise » et des collectes dans plusieurs entreprises. Mais de nombreuses sections ont soutenu, souvent en Intersyndicale, A l'heure qu'il est, plus de 7 millions ont déjà été collectés, principalement dans les entreprises.

3 mois de lutte. Ce n'est pas le moment de lâcher. On prépare le 1er mai. A Aix, ce sera une manifestation de rue.

Correspondant

ils ne respectent pas la trêve



COUSSEAU-CERIZAY : LE LICENCIEMENT DE LA DELEGUEE CFDT CONFIRME

■ La Cour d'Appel de Poitiers a confirmé la décision rendue par le Tribunal de Bressuire le 10 janvier.

Contre le licenciement de Thérèse Albert, leur déléguée, les filles de chez Cousseau avaient fait grève trois mois ; elles avaient fabriqué elles-mêmes des chemisiers « Pil », se payant sur le produit de leur vente, et joignant leur lutte à celle des Lip.

Après la grève, la répression patronale a frappé. Le Tribunal de Bressuire lui a donné force de loi dans un jugement dont les attendus sont proprement incroyables (la « théorie des élites », le développement des « sociétés libres et qui entendent le rester », le pape Léon XIII et l'Encyclique Rerum Novarum, Blum, la bataille de l'eau lourde...). La Cour d'Appel a confirmé cette saleté.

IRFFE AMIENS : LA DIRECTION REFUSE TOUJOURS DE CEDER

■ Le gala de soutien de mercredi a rassemblé 350 personnes : un succès. La direction s'oppose toujours à la réintégration des licenciés. Mais l'assemblée générale — à l'initiative de la direction CGT — a décidé à une faible majorité de cesser l'occupation.

DDE 65 : EN DEUX TEMPS TROIS MOUVEMENTS, LA DIRECTION S'EST DEBALLONNEE

Dès la mort de Pompidou, à la direction de l'Equipement de Tarbes, la CE de la CGT s'est réunie et a décidé une grève avec manifestation en ville. Le personnel était bien décidé à « chauffer les oreilles » du patron. Il n'en a pas eu le temps. La direction a demandé une entrevue et lâché aussi sec sur presque tout le cahier de revendications...

LES ELEVES INFIRMIERES DANS LA RUE

■ Etre élève infirmière, c'est : * une aumône pour salaire : 350 F pour 22 mois d'étude, en échange d'un contrat de 5 ans qui vous lie à l'Assistance Publique ;

* des stages bouche-trous : main d'œuvre à très bon marché en juillet-août pour remplacer le personnel en vacances et en fin de scolarité quand elles sont parfaitement aptes à remplacer une infirmière !

Hier, elles ont manifesté pour le paiement de leurs stages à temps complet, de Denfert à l'Hôpital de la Salpêtrière, où, après une assemblée générale, elles ont tenu une conférence de presse.

Des mouvements analogues se développent en province : hôpital du Tondu à Bordeaux, au Mans, à Strasbourg.

ORLEANS : GREVE D'UN JOUR VICTORIEUSE

■ Le matin du 23 avril, aux 10 % réclamés par les travailleurs de l'entreprise de transport Darblay, le patron répondait 4 %. Une grève massive (29 chauffeurs en grève sur 30) et popularisée le jour même sur d'autres entreprises de la ville, suffit à lui faire changer d'avis : il cède 8 % et une prime de 39 F. Autre acquis : une section CGT se crée.

GREVES EN CHAINE A BESANCON LE SIEGE DES PATRONS DE LA METALLURGIE OCCUPE

■ Après France-Ebauches Besançon, c'est France-Ebauches à Maîche qui part en grève. A Besançon, la grève dans la métallurgie-horlogerie s'est étendue aux établissements SIFOP.

Mercredi dernier, les travailleurs de ces différentes usines ont occupé les locaux du patronat de la métallurgie régionale pour les obliger à négocier, réclamant 1500 F par mois, une prime de rattrapage de 200 F, le 13ème mois et l'échelle mobile.

S'ILS NE VOTENT PAS, ILS NE SE TAISENT PAS !

■ Les 200 travailleurs, essentiellement immigrés, des chantiers de la SAE (à Chatou et Evry) sont en grève depuis le 10 avril pour l'augmentation des salaires, le paiement des jours d'intempérie et de meilleures conditions de vie pour les résidents sur les chantiers : la SAE construit des logements de haut standing et ne leur fournit que trois douches et trois WC !

Dans un communiqué de presse, ils appellent à l'extension de la lutte à l'ensemble des 210 chantiers de la région parisienne.

LA CRISE DU PETROLE : UNE EXCELLENTE AFFAIRE POUR LES TRUSTS PETROLIERS

■ Pour le premier trimestre 1974, les deux plus importants trusts américains Exxon et Texaco annoncent un accroissement de leurs bénéfices de 39 % et 120 % par rapport à la même période en 1973. Pour les autres grandes compagnies, cela va de 29 à 300 %. Cette progression spectaculaire est notamment due à une réévaluation des stocks. La valeur de ceux-ci, achetés aux anciens prix du pétrole brut, s'est accrue en une nuit de 6 milliards !

TOULOUSE : LES APPRENTIS GARDENT LA PAROLE

■ Le mouvement des CET n'est pas mort avec la fin de la grève du mois de mars : la discipline et la répression (un élève de Guynemer exclu pour avoir diffusé un tract défendant ses camarades exclus de la cantine) ne nous font pas oublier nos revendications.

Pour continuer la lutte et préparer les mobilisations futures, un comité de mobilisation s'est créé sur la ville avec des comités locaux dans plusieurs CET.

Le comité de mobilisation a fait mercredi une journée d'action, afin d'expliquer à la population le sens de la lutte des apprentis, de la loi Royer, de montrer ce qu'est la vie dans les CET, etc.

L'accueil réservé aux tracts, l'attention apportée à la lecture des panneaux confectionnés par les apprentis, ont montré que les travailleurs toulousains comprennent le sens de la lutte des élèves du technique.

A la suite de cette action a été décidée la sortie d'un tract appelant les apprentis à participer à la manifestation du 1er mai.

Encyclopédie Alpha

secteur chaud de l'édition

Vous êtes aujourd'hui en grève depuis plus d'un mois. Pourquoi ?

Entre décembre 1973 et aujourd'hui, la direction a licencié 40 % du personnel, alors qu'il y a normalement du travail pour tous, que les titres actuellement sur le marché ne sont pas terminés, et que d'autres sont programmés. Par ailleurs nous savons que la réalisation de revues portant le sigle Alpha est confiée à des maisons concurrentes.

Devant cette situation, les personnels de la rédaction et de la correction se sont mis en grève pour exiger un programme de travail cohérent permettant de conserver le personnel actuel.

Quelle est l'attitude de la direction ?

Elle a refusé jusqu'ici toute négociation sérieuse. Mieux : depuis le début de la grève, elle a licencié trois personnes, procédé à l'embauche de deux autres, et fait massivement appel aux pigistes. De plus, elle tente de démolir la grève en recourant à tout l'arsenal juridique à sa disposition : envoi d'huissiers, référés pour expulsion, contestation de la représentativité de la section syndicale CFDT et de sa déléguée. Tout est bon. Il faut dire que les principaux actionnaires italiens (Bozoli) et espagnols (Salvat) sont connus pour leurs liens avec les milieux fascistes d'hier et d'aujourd'hui (MSI, Opus Dei, etc.).



Où en êtes-vous maintenant ? Quels sont vos atouts ?

Une chose qu'on peut dire, c'est qu'après un mois de lutte la détermination des grévistes est intacte. La répression de la direction voulait casser notre lutte. C'est l'inverse qui s'est produit.

Nos atouts ? C'est d'abord le « style » des patrons d'Alpha : les journalistes de la grande presse, qui sont pourtant blasés, ont parlé de notre lutte. Et ça, ça gêne la direction : toutes les maisons d'édition soignent leur image de marque ; et quand les actionnaires ont vu un article sur nous dans « Le Monde », ils sont entrés en transe. La popularisation, c'est avec le blocage de la production notre arme principale. C'est pour cela qu'on envisage de mettre sur pied un Comité de Soutien.

Et que représente votre lutte dans l'Édition ?

Alpha, comme d'ailleurs Encyclopedia Universalis, fait partie de ces sociétés multinationales qui permettent aux patrons de réaliser des profits particulièrement juteux, puis de vider le personnel. C'est actuellement le secteur chaud de l'Édition. Pour affronter tous ces problèmes d'emploi et riposter aux mesures patronales, on a mis sur pied une coordination intersyndicale.

CCP La Source — 32068-20
Miche! Mastrojanni
(mention : pour les grévistes d'Alpha)

Après le renversement du successeur de Salazar :

LA FIN DE LA DICTATURE ?

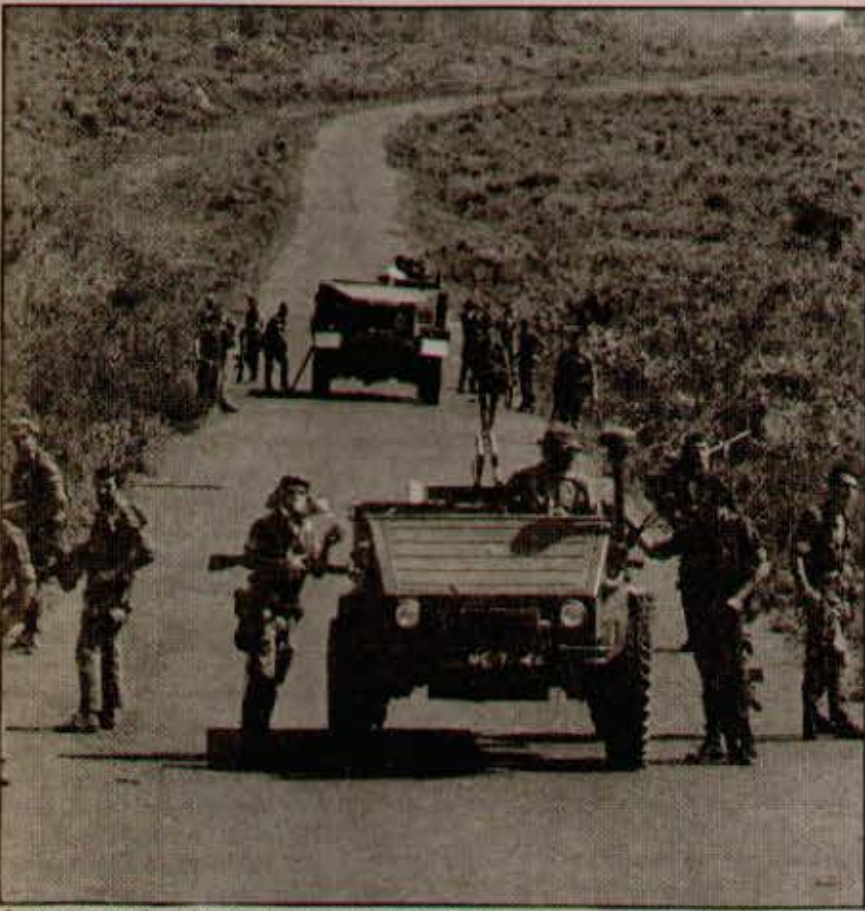
C'est hier à 6 heures que les forces armées portugaises de métropole ont annoncé le déclenchement du coup d'Etat. Des régiments de chasseurs, des tankistes, des unités de la marine ont mené l'opération de façon, semble-t-il, très coordonnée. Emprisonnant les ministres de l'Intérieur, de l'Armée, de la Défense, contrôlant la radio, les militaires étaient rapidement maîtres de la situation.

A 13 heures, la démission de

La division de la bourgeoisie portugaise s'est manifestée hier matin par l'entrée en action d'une partie de l'armée.

La continuation depuis 1961 des guerres coloniales au Mozambique, en Angola et en Guinée sont au centre du débat qui agite la classe exploitée portugaise. Leur problème : comment dominer les trois pays en lutte ?

Caetano actuellement au pouvoir est partisan de la ligne dure : main-



Les guerres coloniales ont été à l'origine du malaise de l'armée : patrouille portugaise en Guinée.

Caetano, président du Conseil depuis 68, était annoncée. Un communiqué de l'armée (« Mouvement des Forces Armées ») annonçait dès 12 heures la formation d'un gouvernement provisoire jusqu'à des « élections libres ».

Ce coup d'Etat aura des répercussions dans toute l'Afrique Australe. En Afrique du Sud et en Rhodésie, la nouvelle ne manquera pas d'inquiéter ces deux gouvernements partisans

rien du statut des colonies, répression militaire, pas de négociations. Il a derrière lui une fraction de la bourgeoisie en perte de vitesse : ceux qui sont directement impliqués dans l'exploitation de la main-d'œuvre et des richesses en Afrique.

S'oppose à cette ligne une fraction aujourd'hui déterminante qui tire ses profits du développement capitaliste au Portugal même, à laquelle se sont alliés les défenseurs d'une politique néo-coloniale souple.

d'une solution dure. Pour les camarades combattants du MPLA-FRELIMO-PAIGC, cet acte de faiblesse de la bourgeoisie portugaise devant leur offensive doit renforcer leur volonté de vaincre sans compromis.

Car on peut faire confiance à l'impérialisme américain, français et consorts pour tenter de désarmer la résistance au travers d'une solution néo-coloniale négociée par le nouveau gouvernement.

En effet, la guerre en Afrique coûte au Portugal plus de 50 % de son budget (12.000 millions d'escudos sur 2.200). Elle mobilise 200.000 hommes sur 9 millions d'habitants auxquels s'ajoute 500.000 réservistes.

De plus cette guerre a créé des clivages au sein des forces armées. Les officiers sont mal payés. Comme ils sont peu nombreux, leurs séjours au front sont fréquents et prolongés (deux ans et demi).

Cette aile de la bourgeoisie a donc son plan :

Reconnaître l'Angola, le Mozambique, la Guinée, organiser les masses africaines, les intégrer par des mesures d'ordre économique. Par ces concessions, elle espère casser l'unité des organisations de combat : MPLA, FRELIMO, PAIGC. Cette ligne est appuyée par l'ancien chef d'état-major Gomez et surtout son adjoint Spinola.

Ces derniers ont été relevés de leurs fonctions il y a un peu plus d'un mois. 2 jours plus tard, le 16 mars, une première tentative de soulèvement de l'armée avait échoué. Aujourd'hui le second round est engagé. Ces affrontements ne s'appuient en aucun cas sur une mobilisation des masses. Ce serait la grande frayeur des couches dominantes. La classe ouvrière portugaise, largement passive pendant de longues années n'est entrée dans la lutte que rarement. Les divisions de la bourgeoisie sont sans nul doute un grand encouragement pour ses luttes. Ajouté à la conscience anti-militariste et anti-colonialiste de la jeunesse, la classe ouvrière portugaise en liaison avec le prolétariat espagnol liquidera la bourgeoisie ibérique.

R. BRESTAR



7 MILITANTS SOUPÇONNES D'APPARTENIR A LA L.C.R. ARRETES



Dans la presse franquiste

S'il est encore difficile aujourd'hui de connaître les grandes orientations politiques du gouvernement Arias Navarro, sur un point au moins les choses sont claires : la répression ne désarme pas : de nombreux procès contre des militants ouvriers sont en préparation et de lourdes peines sont requises. On ne sait rien des camarades de Puig Antich, LLOBET et SUGRANYES qui peuvent être jugés incessamment et condamnés à mort !

La presse franquiste nous l'a appris il y a peu : plusieurs militants soupçonnés d'appartenir à la LCR-ETA (VI) ont été arrêtés ces derniers jours au Pays Basque. Il s'agit d'une part de José Miguel Apaolaza Beraza, 24 ans, et de Guillermo Apizu Galard, 25 ans, arrêtés tous les deux à bord de leur voiture alors qu'ils transportaient du matériel de propagande signé LCR-ETA (VI). A leur domicile, la garde civile aurait trouvé du matériel d'impression (machines à écrire, machine à ronéoter) ainsi que des substances chimiques pouvant entrer dans la composition de cocktails Molotov. A la suite de ces arrestations, la presse a établi une liaison entre le matériel qui aurait été découvert et les attentats contre différents bâtiments militaires à la suite de l'exécution de Salvador Puig Antich.

A Bilbao, ce sont 5 militants soupçonnés d'appartenir à la LCR-ETA (VI) qui ont été arrêtés après que la région ait été l'occasion de manifestations contre la dictature franquiste. Les manifestants étaient protégés par un service d'ordre important, armé de barres de fer, de cocktails Molotov et de chaînes pour entraver la circulation et retarder l'arrivée des forces de police. Il s'agit de : José Maria Jayo Irbalucea, 25 ans, ouvrier ; Maria-Christina Jayo Irbalucea, 19 ans, ouvrière ; Maria-Blanca Gomez de Segura, 22 ans, ouvrière ; Maria Nerea Duralde Tetardi, 19 ans étudiante, et de Jesu Maria Landa Arocena, 20 ans, employée.

A la suite de ces arrestations, la presse franquiste écrit : « La garde civile a réussi à désarticuler ainsi une des cellules les plus actives de la

LCR-ETA (VI) dans les zones de Hernani, Urnieta, Lasarte et Andoain, coupant court à la grande campagne de propagande que ce mouvement politique a lancée récemment ».

Que la dictature franquiste ne se réjouisse pas trop vite. Les coups sévères portés à l'encontre de l'avant-garde révolutionnaire ne peuvent qu'affaiblir temporairement son intervention. Ils ne la feront jamais reculer.

LCR-ETA (VI)

En décembre 73 se sont tenus le 3ème Congrès de la Ligue Communiste Révolutionnaire et la 7ème Assemblée de l'ETA (VI). D'un commun accord, les deux organisations ont fusionné. L'organisation s'est unifiée sous le sigle LCR-ETA (VI).

Cette fusion est l'aboutissement d'un double processus : d'une part, une clarification politique et une consolidation organisationnelle de la LCR, d'autre part une évolution rapide de l'ETA (VI) au lendemain de sa rupture avec l'aile militariste, l'ETA (V), qui l'a conduite à se réclamer du marxisme-révolutionnaire et de la IVème Internationale.

Cette fusion ne revêt pas seulement une importance de premier plan pour la construction de la IVème Internationale, elle permet de franchir un saut qualitatif vers la construction du parti révolutionnaire en Espagne, dont la crise accélérée de la dictature franquiste fait mieux apparaître l'impérieuse nécessité.

IRLANDE

■ Deux membres importants du Conseil Militaire de l'IRA « Provisoire » ont été arrêtés mercredi soir à Belfast.

L'EPISCOPAT CHILIEN : OUI, MAIS...

■ Après avoir dans un premier temps appuyé la junte, l'épiscopat chilien a protesté mercredi contre « les détentions arbitraires », « les interrogatoires avec les contraintes physiques ou morales » (qu'en termes pudiques ces choses-là sont dites) et « la limitation des possibilités de défense ». Ne nous méprenons pas sur cette déclaration : il ne s'agit aucunement d'un revirement de l'épiscopat chilien. Ne trouve-t-on pas en effet, un peu plus loin, la phrase suivante : « nous ne doutons pas des intentions et de la bonne volonté de nos gouvernants »...

Somme toute, ce qui dérangerait plutôt ces messieurs c'est le bruit que les anti-fascistes font autour de la répression qui sévit. Qu'ils ne comptent pas sur nous pour nous taire.

ESPAGNE

■ Trois personnes dont une jeune fille soupçonnée d'appartenir à un « Comité provincial de Guipuzcoa du Mouvement Communiste d'Espagne » ont été arrêtées mercredi à Irun, après avoir distribué des tracts à l'occasion du 1er mai.

A Alicante, ce sont deux jeunes enseignants français de l'Ecole Berlitz, Monsieur et Madame Antoine Martin, qui ont été arrêtés par la police franquiste. Ils seraient accusés de menées subversives.

ACTION INTERNATIONALISTE DES DOCKERS CONTRE LES FASCISTES GRECS

■ La fédération CGT des ports et docks a décidé de boycotter les navires grecs durant la période du 25 avril au 1er mai, date anniversaire du coup d'Etat en Grèce. Les dockers de nombreux pays, notamment l'Australie, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Yougoslavie, organisent un boycott similaire.

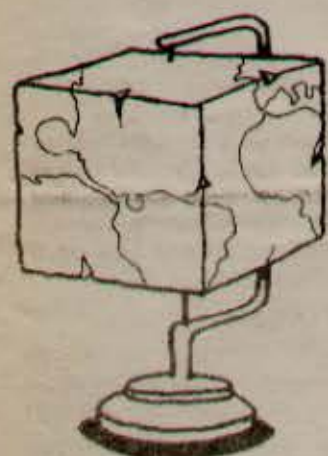
ETHIOPIE : VERS L'AFFRONTEMENT

■ A Addis-Abeba, le mouvement de grève se poursuit, alors que le gouvernement menace d'exclure tous ceux qui ne reprendront pas le travail à la fin de la semaine et de les remplacer par des chômeurs. De nombreux incidents ont éclaté mercredi quand les grévistes ont attaqué les écoles privées et les taxis qui continuaient à rouler. Les manifestants appartiennent à deux catégories bien distinctes, des grévistes furieux de la déclaration gouvernementale qui interdit toute grève et toute manifestation et des lycéens qui veulent obliger les écoles privées à fermer. La police a tiré en l'air pour disperser les manifestants, et pour la première fois, l'armée participe au quadrillage de la ville et à la garde des principaux édifices publics. manifestation.

BORDEAUX :

■ Meeting de soutien GUINEE-BISSAU avec un représentant du PAIGC.

21 h - Village 5 - Campus de Pessac.



aux quatre coins



armée

DES PARAS FRANÇAIS AU NIGER ?

● Une information, brute, nous est parvenue. Une unité de parachutistes stationnés dans le Sud-Ouest a, semble-t-il, été récemment transférée au Niger. Pour le moment, il s'agit d'engagés volontaires. Mais des appelés, mis en état d'alerte, pourraient partir incessamment...

Cette information n'est pas faite pour nous surprendre. Comme on le sait, un coup d'Etat vient de chasser Diouri Hamani. Un fantoche efface l'autre, ce n'est évidemment pas notre affaire.

Mais voilà : le Niger est un nœud d'intérêts pour l'impérialisme français. Un des derniers Etats réputés dociles de l'ancien empire africain.

Le Niger, c'est l'uranium. Prospection et enrichissement du minéral. Pas une bagatelle...

Ce n'est pas pour rien qu'en permanence y stationne déjà un esca-

dron de blindés... Et voilà les paras.

Mieux vaut prévenir que guérir ? On aura du mal à ne pas évoquer le souvenir du coup de force perpétré par l'armée française pour rétablir Léon N'ba en 1964...

Les troupes françaises n'ont rien à faire ni au Niger, ni au Tchad, ni dans aucun résidu de l'empire colonial français, TOM et DOM inclus !

LES HOMMES DE BIGEARD

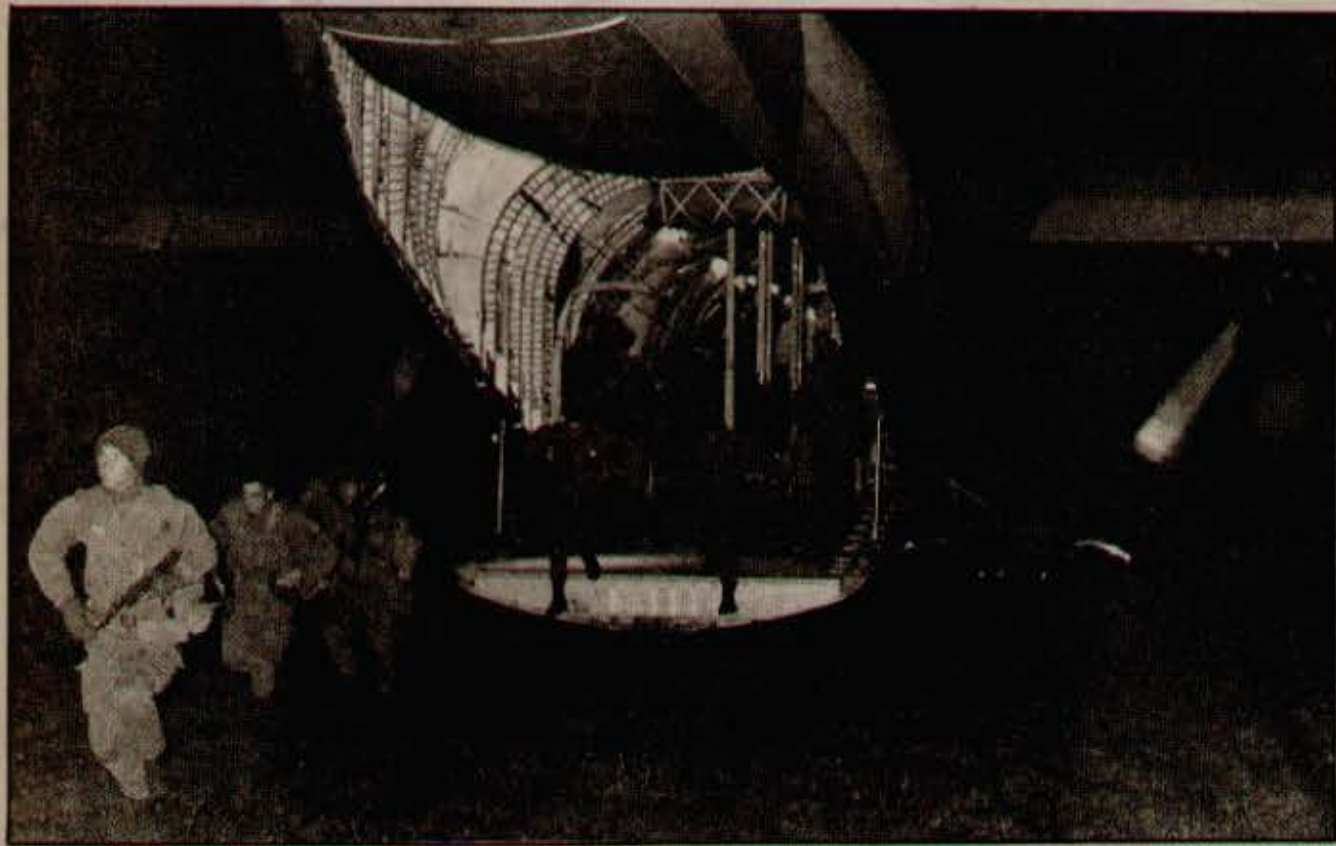
Au Tchad, la presse s'est fait l'écho, il y a quelques temps, d'un prétendu désengagement de l'armée française. Minute ! Il reste : 2500 hommes engagés dans les unités françaises, 475 officiers et sous-officiers qui encadrent l'armée tchadienne. Depuis le début de l'intervention française, plus de 3000 morts « reconnus ». Parmi eux, 95 % de « rebelles ». Bombardements au napalm, expéditions pu-

nitives contre les villages, regroupement de la population dans des camps, tels est le style courant de cette intervention. Depuis 1969, près de 300 millions dépensés dans cette intervention... Comme le disait Pompidou en janvier 1972, « la France n'a pas à rougir de ce qu'elle a fait et fait là ».

Et puis, il n'y a pas que le Tchad ; il y a la Réunion, où les hommes de Bigeard, chassés de Madagascar, viennent de s'installer. Les Comores, où, en décembre 1973 l'armée française intervint contre des lycéens. Djibouti et son « barrage de la honte », où règnent les assassins de la légion. La Guyane, colonisée aussi par la légion depuis la fin 73...

L'armée de guerre coloniale n'est pas morte. Elle le montre encore en sortant les crocs au Niger. Vigilance...

Hors d'Afrique l'armée coloniale française !



UN 1er MAI DE COMBAT ET D'ESPERANCE

● Pour les travailleurs qui refusent de donner un chèque en blanc à Mitterrand, pour tous les militants révolutionnaires, ce 1er mai sera un 1er mai de rue. Un 1er mai de combat et d'espérance. Nous ne tirons pas du Front Populaire et de l'expérience chilienne des leçons pessimistes. Il est possible d'éviter les Pétain et les Pinochet. Si la droite est battue à ces élections, ce sera une bonne chose de faite. Mais, après le 20 mai, il y aura du pain sur la planche, pour faire échec à la bourgeoisie et arracher ce que Mitterrand ne s'apprête pas à donner. C'est dès le 1er mai que les axes de bataille doivent être popularisés dans la rue :

1) Mitterrand dit : « J'espère qu'il n'y aura pas de poussée irréfléchie des syndicats ». Deferre ajoute : « La présence des communistes au gouvernement permettra d'éviter des troubles sociaux ». Nous répondons : « Si Mitterrand est élu, il y aura toujours des patrons, et tant qu'il y aura des patrons, des exploités, il ne saurait y avoir de trêve pour les revendications ouvrières ».

2) Mitterrand dit : « Je ne considère pas les détenteurs du capital, dans la plupart des cas comme des ennemis ». Et il ajoute : « J'espère qu'on me fera confiance ; moi, en tout cas, je fais confiance ». Pas nous ! Nous ne ferons jamais confiance aux patrons et aux généraux. Les travailleurs devront imposer leur contrôle sur les prix, les stocks, les capitaux, les livres de comptes. Et pour cela, s'organiser en comités composés de délégués élus et révocables des usines, des localités et des quartiers.

3) Mitterrand s'engage à respecter l'économie de marché et il se contente de 9 nationalisations avec indemnisation et rachat aux frais des travailleurs contribuables. Pour mettre fin au gaspillage capitaliste et trouver les ressources permettant de satisfaire les revendications des travailleurs, nous lutterons pour l'expropriation de tous les gros capitalistes et la planification démocratique de la production au service des besoins des travailleurs.

4) Face aux agressions et aux provocations de la droite, des SAC, des CDR, de la CFT, des apprentis Pinochet et des apprentis nazis, des assassins de Pierre Overney et de Michel Labroche, les travailleurs ne compteront que sur eux-mêmes en formant des piquets d'auto-défense, des piquets mobiles d'intervention et des comités de vigilance. En n'acceptant jamais de recevoir des coups sans les rendre.

5) Nous n'oublions pas le Chili. C'est pourquoi dès aujourd'hui les sections syndicales doivent organiser les jeunes travailleurs qui partent à l'armée, garder le contact avec eux. C'est pourquoi dès aujourd'hui les soldats doivent s'organiser eux-mêmes dans les casernes contre les brimades et contre les manœuvres anti-ouvrières des officiers. C'est pourquoi dès aujourd'hui les travailleurs et les travailleurs sous l'uniforme doivent se poser la question : quel moyen avons-nous dans notre usine, notre localité, notre caserne, pour empêcher un coup de force ?

Ne pas répondre à cette question, ce serait fermer les yeux, marcher en aveugle. Y répondre, c'est prendre consciemment la voie du socialisme.

encore chaud



PEINES DE PRISON POUR LES AUTEURS DE LA FUSILLADE DE PUTEAUX

■ Plusieurs peines de prison dont certaines avec sursis ont été infligées par la 7ème Chambre Correctionnelle contre les auteurs de la fusillade de Puteaux, au cours de laquelle, en février 71, un colleur d'affiches algérien avait été assassiné. La veuve et ses deux filles recevront en tout 274.943 F de dommages et intérêts. Il aura fallu plus de trois ans pour que justice (?) soit rendue. Et gageons que les condamnés ne resteront pas trop longtemps en prison. Comme leur copain Tramoni, sorti depuis belle lurette.

DEUX LIGNES, DEUX METHODES

■ Il y a les obtus, les croisés du fœtus, les réformés de la braguette ; genre Royer, Paul VI, etc. D'aussi loin qu'ils voient pointer un soupçon de sexe, de perversion ou de débâche, ils mettent la machine à excommunier en marche.

Et puis il y a les autres. Tout aussi peu chevaliers de l'éros que les premiers, dans le fond, mais bien plus futés : ce sont de ces sacrés parpaillots qui digèrent tout ; témoin cette respectable Eglise luthérienne de Suède qui vient de légaliser les mariages homosexuels. Ces gens-là ont découvert

une puissante vérité, valets lucides du vieux monde : mieux valent des mariages homosexuels que pas de mariages du tout...

MITTERRAND AUTORISE A FAIRE SAISIR « FRANCE-MATIN »

■ Le président du Tribunal de Grande Instance de Paris autorise Mitterrand à faire saisir les exemplaires du torchon « France-Matin », considérant que cette publication « est de nature à troubler la paix publique et constitue une véritable voie de fait ». C'est toujours ça de pris.

UN HOMME EXEMPLAIRE

■ Dans son émission de télé du 24 avril, Le Pen s'est présenté lui-même : « Homme d'action engagé dans la vie », il a vécu « toutes les aventures de notre pays. J'étais à tous les endroits où les Français combattaient, où l'on souffrait le plus » Indochine, Algérie (« pour rejoindre les camarades, pour servir le pays »), et maintenant les élections.

Le Pen est trop modeste. Parmi ses titres de gloire, il oublie l'évocation de ses hauts faits à la Villa des Roses, sise 74 rue Gallieni, à El Biar (banlieue d'Alger) en mars et avril 1957, tels que

les rapporte le livre « La Pacification » d'Hafid Keramane. Dans cette villa occupée par une unité de paras, Le Pen s'occupait, toujours selon ce livre, de besoins divers : tortures en tous genres (électricité, baignoire, brûlures), tabassages, supplice de l'eau, sur des personnes enlevées également par ses soins. Le Pen innova même en employant la torture au chalumeau. Ces hauts faits lui valurent une décoration du général Massu. Et tout ça s'est passé sous le gouvernement Guy Mollet, avec comme vice-président Mendès-France et comme ministre de l'Intérieur F. Mitterrand, en application des pouvoirs spéciaux votés par le PCF.

ROCARD RECOMPENSE

■ Dans une conférence de presse qu'il tenait mercredi, Rocard a déclaré : « C'est aux travailleurs qu'il appartient d'imposer leurs exigences, mais le gouvernement devra en prévoir les moyens et en assurer par une voie légale le respect ». En d'autres termes : l'autogestion s'arrête à la porte de l'Assemblée. Faut dire que toutes ces servilités sont bien récompensées puisque Rocard était invité hier soir à siéger à la tribune du grand meeting de la gauche unie. A siéger, non à prendre la parole ; comme un valet à qui on a fait un peu de place en bout de table, dans les grandes familles. Il beurrerait les tartines et changeait l'eau des roses.

le quotidien ROUGE
10, impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82
L'AVENIR GRAPHIQUE
Le directeur de publication : Daniel Bensaïd